

- « La bombe à retardement du méthane est enclenchée », par **Steve Connor**
- « Les armées face au réchauffement climatique », par **Philippe Leymarie**
- « L'Europe est prise en étau entre néo et ultralibéraux », par **François Denord** et **Antoine Schwartz**
- « Le monde à besoin d'une nouvelle perestroïka », par **Mikhail Gorbatchev**
- « Un appel pour "bien vivre" plutôt que vivre mieux », par **Christophe Aguiton**
- « Idée de l'époque », par **Giorgio Agamben**
- « De la violence en politique », par **Alain Brossat**
- « La prolongation de ma détention est une petite vengeance », par **Julien Coupat**

« La bombe à retardement du méthane est enclenchée », par Steve Connor

[Texte paru dans The Independent du 23 septembre 2008]

The Independent a pris connaissance d'une partie des premiers résultats obtenus, qui suggèrent que le gaz méthane contenu dans d'énormes gisements sous-marins en Arctique s'échappe vers la surface en raison du réchauffement et de la disparition des glaces.

Le comportement de ces réserves souterraines de méthane revêt une importance majeure car les scientifiques pensent que leur libération subite dans l'atmosphère a provoqué par le passé une augmentation rapide de la température terrestre, entraînant des bouleversements du climat et même une extinction massive d'espèces. Les scientifiques embarqués à bord d'un bateau scientifique qui a navigué sur toutes les côtes nord de la Russie ont découvert des concentrations intenses de méthane - allant parfois jusqu'à 100 fois les niveaux habituels - sur plusieurs zones, couvrant des milliers de kilomètres carrés sur le plateau continental sibérien.

Durant ces derniers jours, les chercheurs ont observé des zones où la mer bouillonnait sous l'effet des bulles de gaz remontant des « cheminées de méthane » émergeant dans les fonds marins. Ils estiment que la couche de pergélisol sous-marin qui agissait comme un « couvercle », empêchant le gaz d'être libéré, a fondu par endroits et permet au méthane de s'échapper des dépôts qui s'étaient formés avant le dernier âge glaciaire.

Les chercheurs mettent garde sur le fait que ce phénomène pourrait être lié au réchauffement rapide qu'a connu la région au cours des dernières années.

Le méthane est un gaz dont l'effet de serre est environ 20 fois plus puissant que le dioxyde de carbone et de nombreux scientifiques craignent que sa libération pourrait accélérer le réchauffement de la planète par le biais d'un gigantesque processus de rétroaction dans lequel le méthane répandu dans l'atmosphère provoquerait une élévation des températures, ce qui aggraverait la fonte du pergélisol et libérerait encore plus de gaz.

On estime que la quantité de méthane piégée sous l'Arctique est supérieure à la quantité totale de carbone contenue dans des réserves mondiales de charbon. Il est donc de toute première importance que ces réservoirs restent stables au moment où cette région se réchauffe à un rythme plus rapide que d'autres parties de la terre.

Orjan Gustafsson, l'un des responsables de l'expédition, décrit l'ampleur des émissions de méthane observées dans un email envoyé depuis le navire scientifique russe Smirnitskyi Jacob.

« Nous avons travaillé fiévreusement pour terminer le programme de prélèvement d'échantillons hier et la nuit dernière », écrit le Dr Gustafsson. « Une vaste zone d'intense libération de méthane a été découverte. Sur les précédents sites nous avons observé de fortes concentrations de méthane dissous. Hier, pour la première fois, nous avons observé une zone où la libération est si intense que le méthane n'a pas eu le temps de se dissoudre dans l'eau de mer, mais arrive sous forme de bulles de méthane à la surface. Ces « cheminées de méthane » ont été observées sur échosondeur et avec les [instruments] sismiques. »

À certains endroits, les concentrations de méthane atteignaient 100 fois les niveaux habituels. Ces anomalies ont été constatées dans la mer de Sibérie orientale et la mer de Laptev. Elles portent sur plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés, et totalisent des millions de tonnes de méthane, a déclaré le Dr Gustafsson. « Cela pourrait être du même ordre de grandeur que ce que l'on estime actuellement pour l'ensemble des océans. » indique-t-il. « Personne ne sait combien d'autres zones existent sur le grand plateau continental de la Sibérie orientale.

« L'hypothèse habituelle était que le « couvercle » de pergélisol sur les sédiments sous-marins du plateau continental Sibérien pouvait retenir ces énormes gisements de méthane. L'augmentation des observations de libération de méthane dans cette région inaccessible peut donner à penser que le pergélisol, le couvercle, commence à être perforé et laisse donc fuir le méthane ... Le pergélisol présente maintenant des petits trous. Nous avons constaté des niveaux élevés de méthane au-dessus de la surface de l'eau et plus encore dans l'eau juste en dessous. Il est évident que la source provient des fonds marins. »

Les résultats préliminaires de l'étude du plateau sibérien 2008, en cours de préparation pour publication par l'American Geophysical Union, sont supervisés par Igor Semiletov du département de l'Extrême-Orient de l'Académie Russe des Sciences. Depuis 1994, il a dirigé environ 10 expéditions dans la mer de Laptev. Durant les années 1990, il n'avait pas détecté de niveaux élevés de méthane, mais depuis 2003, il a fait état d'une augmentation du nombre de « points chauds » de méthane, qui sont désormais confirmés par les instruments plus sensibles qui sont présents à bord du Jacob Smirnitskyi.

Le Dr Semiletov suggère plusieurs raisons pouvant expliquer pourquoi le méthane d'Arctique s'échappe désormais, dont l'augmentation du volume des eaux relativement plus chaudes qui sont rejetées des cours d'eau Sibériens en raison de la fonte du pergélisol terrestre.

La région de l'Arctique dans son ensemble a connu une hausse des températures moyennes de 4 degrés centigrades au cours des dernières décennies, avec un déclin spectaculaire de l'étendue recouverte par la banquise durant l'été. De nombreux scientifiques craignent que la disparition de la banquise ne puisse accélérer la tendance au réchauffement climatique car l'océan absorbe plus la chaleur du soleil que ne le fait la surface réfléchissante de la glace.

N.B : Rejoint hier à ses bureaux de l'Institut des sciences de la mer de Rimouski, le professeur Émilien Pelletier, chimiste et écotoxicologue marin, voit dans ce phénomène « l'extension en milieu marin de ce qui se passe dans le permafrost terrestre ». Si les constats des scientifiques suédois annoncent le début d'un dégel du permafrost sous-marin, dit-il, l'humanité doit s'attendre à une libération massive de gaz à effet de serre susceptible de lancer le climat dans un changement potentiellement irréversible.

Les hydrates de méthane, dit-il, sont présentes dans plusieurs grandes mers. Sous l'effet des eaux très froides et aux pressions inimaginables des grandes profondeurs, le fonds, le méthane s'y solidifie parfois sous forme d'énormes cristaux. Des sociétés commerciales cherchent même à exploiter ces combustibles stockés à grande profondeur.

Dans les mers arctique, un autre phénomène semble se produire, dit-il, d'après les constats rapportés par The Independant.

Steve Connor

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2200&var_recherche=colonnes+m%E9thane

« Les armées face au réchauffement climatique », par Philippe Leymarie

A son tour, le milieu de la défense en France se préoccupe des conséquences géostratégiques du réchauffement climatique. Un récent colloque (« Conséquences géostratégiques du réchauffement climatique », 9 avril 2009, organisé par le Collège interarmées de Défense à l'Ecole militaire) a permis d'en lister un certain nombre :

- ▶ accroissement des tensions dans des zones déjà fragilisées ;
- ▶ fréquence accrue des occurrences de conflits ;
- ▶ sur-militarisation et tentation de prise de contrôle ou de limitation d'accès à des zones stratégiques (détroits, océan Arctique) ;
- ▶ crispations autour des gisements de ressources énergétiques, aux réserves de plus en plus limitées ;
- ▶ intervention croissante des armées dans des missions humanitaires ou d'aide à la gestion de crises, etc.

Parmi les éléments mis en valeur au cours de ce colloque :

- ▶ le raidissement actuel autour de l'Arctique, longtemps sujet « congelé » (Inuit, Ours) et « impensé de la géopolitique », mais devenu un des « must », en raison du recul de la banquise qui suscite de nouveaux appétits (« La bataille du grand Nord a commencé ») ;
- ▶ la rareté croissante de l'eau, notamment dans les zones urbaines denses, avec, par exemple, une baisse de 4 à 5 mètres par an du niveau des nappes phréatiques dans l'agglomération de Pékin ;
- ▶ le retour possible d'une « hydro-diplomatie », autour du partage des eaux des fleuves et rivières (Tigre-Euphrate, Jourdain, Indus, Nil, etc) ;
- ▶ les graves conséquences pour l'Asie d'une fonte des glaces de l'Himalaya (inondations).

Tout en appelant pour la plupart à ne pas céder au « journalisme de l'épouvante », à ne pas confondre évolution climatique et dégradation de l'environnement (cela fait longtemps que les pays africains, par exemple, sont aux prises avec la désertification et à la déforestation. Et que certains Etats en « faillite écologique » sont de véritables « bombes sanitaires » ; choléra, paludisme, sida) et à éviter l'amalgame – souvent décrédibilisant – entre changement climatique et catastrophe, plusieurs intervenants n'ont pas éludé le scénario des « réfugiés climatiques », faisant mouvement par exemple à l'intérieur du continent africain, ou cherchant en plus grand nombre qu'aujourd'hui à pénétrer en Europe. Tout dépend de la quantité, du rythme, de l'intensité de la pression migratoire. Il n'est pas exclu de faire appel à des moyens militaires – même si, a souligné un ancien ministre - « des garde-côtes européens tirant sur des barques, on ne veut pas voir cela ! »

Ces perspectives ont un impact sur l'engagement des forces : dans des conflits de type asymétrique, au cœur des zones habitées, où les unités doivent disposer d'une capacité autonome en énergie, de moyens de géo-localisation et de communication jusqu'à l'échelle individuelle ; et pour des missions le plus souvent de contrôle, sécurisation, ou stabilisation, plus que pour des missions armées classiques.

Les perspectives climatiques ont également des conséquences sur le « formatage » des unités, avec l'accent mis de plus en plus sur :

- ▶ les forces type « maintien de l'ordre », disposant d'un armement non létal, entraînées aux techniques de contrôle de foules ;
- ▶ les forces maritimes de surveillance et secours type « garde côtes » ;
- ▶ les unités et missions type protection civile, à mi-chemin entre militaires et humanitaires.

[...] Un colloque organisé en mars 2007 par le Triangle Institute for Security Studies (TISS) en Caroline du Nord) avait montré que l'armée américaine étudie elle aussi les répercussions géostratégiques du réchauffement climatique, se préparant à de nouveaux défis (comme la multiplication des conflits de l'eau), à des interventions humanitaires plus fréquentes, ou à une redéfinition de ses propres besoins et nuisances sur le plan énergétique. Le conseil de sécurité des Nations unies avait tenu pour la première fois en avril 2007 une réunion consacrée aux implications politiques et sécuritaires du réchauffement de la planète, la modification des schémas climatiques étant susceptible - selon le secrétaire général de l'ONU – de générer des tensions et les conflits supplémentaires.

Philippe Leymarie

<http://blog.mondediplo.net/2009-05-04-Les-armees-face-au-rechauffement-climatique>

« L'Europe est prise en étau entre néo et ultralibéraux », par François Denord et Antoine Schwartz

Libre-échange, atlantisme et technocratie : les traits essentiels de l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui ont été élaborés dès l'origine, gravés dans le marbre et consolidés de traité en traité. À rebours des contes et légendes de la construction européenne, François Denord et Antoine Schwartz, auteurs de L'Europe sociale n'aura pas lieu (Raisons d'agir Éditions, 7 euros), montrent, faits et citations à l'appui, que, derrière leurs rêves pacifistes, les « pères fondateurs » réalisent une autre utopie, bien

plus décisive pour le visage de l'Union européenne : celle du néolibéralisme. Dans leur ouvrage concis et dense, les deux jeunes chercheurs (en sociologie pour le premier, en sciences politiques pour le second) dressent une galerie de portraits des « éminences grises », presque toujours sous influence américaine, partisans du despotisme éclairé et de l'ouverture des marchés. Très convaincants, ils vont chercher, du côté des « ordolibéraux » allemands d'abord, et des têtes pensantes de l'École de Chicago dans une moindre mesure, les racines politiques du néolibéralisme particulier qui s'est imposé dans l'Union européenne : un grand marché basé sur le fameux principe de la « concurrence libre et non faussée », animé et surtout protégé par les interventions permanentes d'institutions, comme la Commission, placées hors de portée de tout contrôle démocratique.

Au fil de leur livre, ils font aussi le procès de la conversion d'une partie de la gauche, socialiste et social-démocrate, aux canons libéraux de l'Union européenne. Une adhésion immédiate, là encore, volontaire et même enthousiaste : « Moi, socialiste, j'aimerais mieux une Europe libérale que pas d'Europe du tout, et je pense que nos amis libéraux aimeraient mieux une Europe socialiste que pas d'Europe du tout », expliquait André Philip à la fin des années 1940. Et Denord et Schwartz, qui exhument cet aveu programmatique et annonciateur des renoncements ultérieurs, d'observer : « Cette réciprocité, ses "amis libéraux" n'eurent jamais à la rendre. » Alors que les rois de la procrastination en matière d'« Europe sociale » rivalisent d'ingéniosité pour promettre une fois de plus des lendemains qui chanteront à tue-tête selon la couleur du Parlement européen, alors que le PPE et le PSE ont fini par se retrouver autour de l'expression typiquement néolibérale d'« économie sociale de marché », peut-être le temps est-il venu d'obliger les prosélytes du libre-échange et les zéloteurs de la mondialisation capitaliste à démontrer qu'ils préféreraient une « Europe sociale » à pas d'Europe du tout...

Dans votre livre, L'Europe sociale n'aura pas lieu, vous jetez une lumière crue sur le rôle des néolibéraux, aussi déterminant qu'ignoré la plupart du temps, dans l'histoire de la construction européenne. Dès les fondations, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le cadre de l'Europe libérale actuelle est-il vraiment tout tracé ?

Antoine Schwartz. L'histoire de la construction européenne est fréquemment racontée à la manière d'une fable, avec ses héros, les « pères fondateurs », qui sont toujours généreux, courageux, désintéressés et apolitiques. Selon ce récit, le projet européen se limiterait à la recherche de la paix et à la réalisation de grandes aspirations humanistes. À travers une relecture critique, nous montrons la dimension proprement conservatrice et anti-progressiste d'un projet porté, dès le départ, par des élites atlantistes qui défendent les intérêts économiques du patronat et qui sont enserrées dans les enjeux géopolitiques de la guerre froide... Dans ce contexte, on comprend vite que le trait essentiel qui caractérise les conceptions des « pères fondateurs » n'est pas précisément l'humanisme.

François Denord. À nos yeux, l'Europe actuelle ne correspond pas à une sorte de déviation du projet des « pères fondateurs », mais plutôt à son aboutissement. Elle s'est toujours réalisée par la voie technocratique : Jean Monnet estimait que certaines grandes décisions politiques n'avaient pas à être soumises à la volonté des peuples ou de leurs représentants. L'unification de l'Europe se caractérise aussi par son inspiration néolibérale. Là aussi, c'était visible dès le début : Monnet disait que créer la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), ce n'était pas instaurer du dirigisme ou de la planification, mais plutôt organiser la concurrence entre les pays sur un marché donné. Or, s'il y a bien une politique centrale de l'Union européenne aujourd'hui, c'est celle de la concurrence.

Dès les négociations sur le traité de Rome, rappelez-vous, la question d'une harmonisation sociale, préalable à l'ouverture des marchés, est posée...

Antoine Schwartz. En France, le Quai d'Orsay l'avait envisagée. Des hommes politiques de premier plan comme Pierre Mendès France estimaient que c'était une condition nécessaire avant d'accepter de réaliser ce grand marché commun. Chez les petits patrons, accepter l'ouverture brutale de l'économie au jeu de la concurrence n'avait rien d'évident. Mais toutes les velléités ont buté sur le refus du patronat allemand. Et cette harmonisation sociale est restée le cadavre dans le placard, comme un mirage inatteignable, quelque chose qui va sans arrêt revenir sur le tapis, mais sans jamais voir le jour. Évidemment, une des raisons pour lesquelles le patronat et les néolibéraux se révèlent immédiatement de fervents partisans de la construction européenne, c'est justement parce qu'il n'y a pas d'harmonisation sociale. L'Europe leur apparaît comme le moyen de dompter les économies administrées et de mater les revendications salariales.

François Denord. Plus tard, l'idée d'Europe sociale reviendra dans la bouche de Jacques Delors : il a expliqué que, lui, il voulait introduire des critères sociaux dans le traité de Maastricht, mais que, malheureusement, les autres n'avaient pas voulu l'écouter. Lionel Jospin demandera que le pacte de stabilité soit contrebalancé par une politique sociale et de croissance et, du coup, on parlera d'un pacte de stabilité et de croissance... Au fond, à chaque étape, sur le plan social, les progrès réalisés sont toujours extrêmement minces.

Vous évoquiez le refus de toute harmonisation sociale, décrété dès le départ par le gouvernement de la RFA... En France, l'influence du néolibéralisme allemand sur la construction européenne semble passablement méconnue. Pourriez-vous nous éclairer ?

François Denord. On minimise souvent le rôle de l'Allemagne dans la construction européenne. Or, c'est un pays qui a la particularité de s'être reconstruit, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, non pas par une voie d'économie socialisante, mais par une voie libérale. Et l'Allemagne va très rapidement devenir la principale puissance économique de l'ouest de l'Europe. Elle aura une voix prépondérante dans tous les débats sur les questions d'organisation économique et sociale. L'« ordolibéralisme »,

comme on l'appelle en Allemagne, est un peu particulier : c'est un néolibéralisme dans lequel le rôle de l'État est très important pour encadrer la concurrence et permettre au marché de fonctionner effectivement. On va lutter contre les ententes entre les entreprises, contre les cartels. C'est un trait central de la communauté européenne qui continue d'exister aujourd'hui, quand la Commission condamne Intel pour abus de position dominante, ou les chantiers navals de Gdansk parce qu'ils touchent des aides de l'État polonais. Le traité de Rome est marqué par cette conception : on construit un marché qu'on encadre par un certain nombre de lois contenues dans les articles du traité, et on donne naissance à des institutions qui vont protéger ce marché... Au premier rang de ces institutions, il y a la Commission, chargée de s'assurer que la concurrence est bel et bien libre et non faussée sur le territoire européen.

Ironie de l'histoire ou symbole cruel : les néolibéraux allemands forgent à cette époque l'expression « économie sociale de marché » qui fait désormais florès jusque dans les rangs des socialistes européens...

François Denord. Oui, et en avril 2008, on voit même le PS français plaider pour une « économie sociale de marché » à laquelle il ajoute la précision « et écologique »... En réalité, « économie sociale de marché », cela signifie une économie de marché qui, pour exister, a besoin d'un certain nombre de conditions institutionnelles et sociales. C'est dans ce sens-là que l'entendent les concepteurs de l'expression, les ordolibéraux allemands. Chez eux, ça va assez loin : afin de protéger l'économie sociale de marché, il convient de mener des politiques de société. Cela signifie qu'on va demander aux individus d'avoir des comportements conformes à ce que requiert l'économie de marché : ils doivent être responsabilisés, ils doivent être individuellement propriétaires, etc. Dès lors, c'est sûr qu'une économie sociale de marché, ça n'a rien à voir avec le socialisme ! Peut-être est-ce un terme très séduisant qui a permis plus tard le ralliement de la social-démocratie à l'économie sociale de marché, mais on devrait dire « économie de marché » ou « libéralisme économique », car ça revient exactement au même.

Il n'y a pas de tournant, expliquez-vous, le néolibéralisme est là dès les origines de l'Union européenne. Mais n'y a-t-il pas une accélération à la fin des années 1970 ?

François Denord. En réalité, les États peuvent s'abstenir pendant un certain nombre d'années de suivre les règles du traité de Rome. C'est manifeste sur le plan industriel : ils ne cessent d'enfreindre les règles au cours des premières décennies. À la fin des années 1970, l'Union européenne incite même les États à ne pas respecter ses canons libéraux en période de crise. C'est le paradoxe de cette époque : on a déjà des traités néolibéraux et atlantistes, mais les États parviennent encore à ne pas respecter les règles. L'histoire se précipite après 1979, avec l'« arrêt cassis de Dijon », rendu par la Cour de justice des communautés européennes (CJCE), et la préparation de l'acte unique. Dans l'équilibre entre les États et l'Union européenne, c'est l'Union européenne qui va prendre le pas et qui va devenir un moteur des transformations.

Antoine Schwartz. L'acte unique fait pencher la balance. C'est un traité fondamental, imaginé et impulsé par un lobby patronal, l'European Round Table of Industrialists (ERT). Ce sont les représentants des grandes entreprises qui en écrivent le script et qui le conçoivent ouvertement comme un instrument pour réaliser un marché qui favorisera les multinationales. Et c'est un nouveau paradoxe : qui va être le principal porte-parole de l'acte unique, le grand instigateur du marché unique ? C'est un socialiste, aujourd'hui célébré : Jacques Delors. Or, dans le fond, l'acte unique porte en germe la monnaie unique et, plus grave encore, il préfigure la libéralisation de la circulation des capitaux, dont on voit bien aujourd'hui combien elle pèse dans les enjeux actuels.

C'est de cette époque aussi que date une grande innovation, déterminante dans le cours libéral de la construction européenne : le principe de reconnaissance mutuelle qui met en concurrence les législations...

François Denord. C'est un coup de génie juridique et on pourrait dire que, dès que ce principe émerge, la directive Bolkestein est dans les tuyaux. Selon cette conception, on n'aura jamais besoin d'harmoniser quoi que ce soit, on n'a qu'à reconnaître la validité de chacun des droits dans les autres États. Et du même coup, on organise une concurrence sur tous les plans entre les États membres.

Antoine Schwartz. Cette Europe prétend sans arrêt unir : unir les peuples, unir les citoyens... Mais en fait, elle les divise, elle ne cesse de les opposer : elle oppose les protections sociales entre elles, elle oppose les travailleurs entre eux et place l'économie sous pression... Elle met en concurrence les législations sociales et finalement les sociétés elles-mêmes...

Si l'on se fie à cette analyse, ne peut-on pas considérer que Margaret Thatcher, souvent présentée en France comme isolée, voire marginalisée, se trouve en fait au coeur de la construction néolibérale de cette Europe ?

François Denord. Bien sûr. Dans le livre, on revient sur cette opposition construite dans les années 1980 entre la vision de Margaret Thatcher et celle de Jacques Delors. À nos yeux, ce sont les deux facettes de l'Union européenne : vous avez d'un côté le grand marché et rien que le marché, et de l'autre, le marché d'abord, en attendant de faire mieux... C'est soit quelqu'un qui est pour une libéralisation de grande ampleur, soit quelqu'un qui accepte une libéralisation de grande ampleur en priant pour que, plus tard, on fasse une Europe un peu sociale.

Antoine Schwartz. Il y a, je pense, une opposition réelle entre eux, parce que Jacques Delors n'avait pas le même rêve d'Europe que Margaret Thatcher, mais ce qui est intéressant, c'est que, dans la réalité, ils se sont mis d'accord pour impulser ensemble l'acte unique européen et parachever l'Europe des marchés.

François Denord. Les positions thatchériennes, ou même, aujourd'hui, celles d'un Vaclav Klaus, le président de la République tchèque, souvent présentées comme

« europhobes », sont en vérité tout à fait conformes. Dans l'Union européenne, on est pris en étau entre les néolibéraux et les ultralibéraux qui refusent toute intervention « bureaucratique ». Et au mieux, il s'agit de trouver une position entre deux bornes bien précises : économie sociale de marché et économie de marché tout court. Tout le « débat » est là.

Dans certains cercles ultralibéraux, un personnage comme Vaclav Klaus est en passe de devenir une idole parce qu'il refuse absolument toute idée d'Europe simplement politique. Ces gens sont caricaturaux sans doute, mais sont-ils vraiment marginaux ?

François Denord. L'Union européenne a réalisé l'ambition des néolibéraux pendant cinquante ans... Mais c'est vrai qu'aujourd'hui certains rivalisent de radicalité et en appellent à une nouvelle phase : l'Europe a dépossédé les États de leurs attributions économiques, et le temps serait maintenant venu de déposséder l'Union européenne de ses attributions économiques. Les tenants de cette position existent, mais ils sont tout de même assez minoritaires. Au contraire, avec la crise, c'est, je pense, le modèle originel, et néolibéral, de l'Europe : la Commission organise les marchés, élabore des codes de bonne conduite et veille, à travers les législations, à leur bon fonctionnement...

Comment l'Europe sociale aura-t-elle lieu, malgré tout ?

Antoine Schwartz. Croit-on qu'un simple changement de majorité au Parlement européen permettrait d'instituer cette Europe sociale ? On en parle tout au long de notre livre, les fondements de cette Union néolibérale peuvent être rassemblés en trois piliers : le libre-échange, le monétarisme et la concurrence. Ce sont ces trois piliers qu'il faut abattre si l'on prétend réaliser l'Europe sociale à laquelle peuvent aspirer des dizaines de millions de salariés et de citoyens européens. L'une des thèses que l'on soulève, c'est que, sans doute, le gouvernement d'un État membre qui aurait les ambitions d'une politique progressiste serait lui-même bloqué, dans une situation presque d'impuissance, étant donné que les traités lui coupent les deux bras, budgétaire et monétaire. En voulant mener une politique différente, ce gouvernement serait amené lui-même à provoquer une crise, à rechercher d'autres soutiens et à poser les bases d'une renégociation des traités.

François Denord. Aujourd'hui, cela paraîtrait un acte politiquement scandaleux, incroyable, qu'un État puisse dire : « Non, j'arrête avec cette ligne-là, je n'en veux pas, j'en voudrais une autre. » Mais on oublie que, quand le général de Gaulle a voulu mettre son poids dans la balance, il a gagné des choses ; quand Margaret Thatcher l'a fait, elle a obtenu des résultats... Et Nicolas Sarkozy prétend aujourd'hui peser de tout son poids, mais en réalité, ce qu'il fait adopter, c'est un mini-traité qui n'est que la confirmation des traités précédents et qui ne change strictement rien à l'architecture européenne. On nous rebat les oreilles avec les perspectives de plus d'Europe sociale, de plus d'Europe politique, de plus d'Europe démocratique, mais en même temps, on nous pond un mini-traité dans lequel la Banque centrale européenne est toujours aussi

indépendante, dans lequel la coordination des politiques économiques n'existe toujours pas dans l'Union européenne, etc. C'est toute l'ambivalence des positions en apparence « volontaristes » des gouvernants actuels.

Entretien réalisé par **Thomas Lemahieu**

http://www.humanite.fr/2009-06-02_Politique_-L-Europe-est-prise-en-etau-entre-neo-et-ultraliberaux

« Le monde à besoin d'une nouvelle perestroïka », par Mikhail Gorbachev

[Texte paru dans le Washington Post du 7 juin 2009]

Voilà des années, alors que la guerre froide touchait à sa fin, j'ai dit à mes collègues chefs d'Etats aux quatre coins de la planète que le monde était sur le point de connaître de grands événements, et que face à ces nouveaux défis, nous devrions tous changer, vous comme nous. La plupart du temps, leur réaction prenait la forme d'un silence poli, mais sceptique.

Toutefois, ces dernières années, lors de séries de conférences données aux États-Unis devant des universitaires et des hommes d'affaires, j'ai souvent dit à mes auditeurs que j'avais le sentiment que les américains avaient besoin eux aussi de changement - d'une perestroïka, non pas semblable à celle de mon pays, mais qui soit une perestroïka américaine - et les réactions étaient alors très différentes. Des salles de plusieurs milliers de personnes répondaient par des applaudissements.

Au fil du temps, ma remarque a suscité toutes sortes de commentaires. Certains comprenaient. D'autres y objectaient, de façon parfois sarcastique, suggérant que je souhaitais que les États-Unis traversent un bouleversement, tout comme l'ex-Union soviétique. Dans mon pays, les réactions les plus caustiques provenaient de tous les adversaires de la perestroïka, des gens à la mémoire courte et bien peu conscients des problèmes. Et bien que la plupart de mes critiques comprennent certainement que je n'assimile pas les États-Unis à l'Union soviétique finissante, je tiens à clarifier ma position.

Notre perestroïka signalait la nécessité du changement en Union soviétique, mais elle n'était pas destinée à proposer une capitulation devant le modèle américain.

Aujourd'hui, la nécessité d'une perestroïka de plus grande ampleur - concernant l'Amérique et le monde - est devenue plus évidente que jamais.

Il est vrai que le besoin de changement dans l'Union soviétique au milieu des années 1980 était urgent. Le pays était étouffé par le manque de liberté, et la population - en particulier sa frange éduquée - voulait se débarrasser de la mainmise d'un système qui avait été construit sous Staline. Des millions de gens disaient : « Nous ne pouvons plus vivre ainsi. »

[...] Dans l'Occident, l'éclatement de l'Union soviétique a été considéré comme une victoire qui prouvait que l'Ouest n'avait pas besoin de changer. Les dirigeants occidentaux furent convaincus être à la tête d'un bon système avec un modèle économique fonctionnant bien, presque parfait. Des universitaires estimaient que l'histoire avait pris fin. Le « Consensus de Washington », le dogme de la libéralisation des marchés, la déréglementation et l'équilibre budgétaire à tout prix, furent imposés au reste du monde.

Mais la crise économique de 2008 et 2009 est survenue, et il est depuis devenu clair que le nouveau modèle occidental était une illusion, qui profitait principalement aux très riches. Les statistiques indiquent que les pauvres et la classe moyenne n'ont que peu ou pas bénéficié de la croissance économique des dernières décennies.

La crise mondiale actuelle montre que les dirigeants des grandes puissances, en particulier les États-Unis, avaient ignoré les signaux qui appelaient à une perestroïka. Cela a eu pour résultat une crise qui n'est pas seulement économique et financière, mais aussi politique.

Le modèle qui a émergé au cours des dernières décennies du 20ème siècle s'est avéré non soutenable. Il est basé sur la recherche de super-profits et l'hyper-consommation de quelques-uns, sur l'exploitation effrénée des ressources et sur l'irresponsabilité sociale et environnementale.

Mais si toutes les solutions proposées et les actions entreprises aujourd'hui se réduisent à un simple rhabillage de l'ancien système, nous allons assister à un autre bouleversement, peut être encore plus fort, dans le futur. Le modèle actuel n'a pas besoin d'être adapté mais d'être remplacé. Je n'ai pas de solution prête à l'emploi. Mais je suis convaincu qu'un nouveau modèle verra le jour, qui mettra l'accent sur les besoins de la population et les biens publics, sur un environnement plus propre, des infrastructures et des transports publics fonctionnant bien, une bonne éducation, un bon système de santé et des logements abordables.

[...] Le temps est venu pour une « construction créative », pour trouver le juste équilibre entre le gouvernement et le marché, pour intégrer les facteurs sociaux et environnementaux et démilitariser l'économie.

Washington aura à jouer un rôle particulier dans cette nouvelle perestroïka, non seulement parce que les États-Unis exercent un grand pouvoir économique, politique et militaire dans le monde, mais aussi parce que l'Amérique a été le principal architecte, et l'élite américaine la principale bénéficiaire du modèle économique mondial actuel.

Ce modèle est désormais en train de se fissurer et devra tôt ou tard être remplacé. Ce sera un processus complexe et douloureux pour tous, y compris les États-Unis.

Quelles que soient les différences entre les problèmes auxquels l'Union soviétique a été confrontée durant la perestroïka et les défis auxquels les États-Unis font face aujourd'hui, la nécessité d'une nouvelle façon de penser rend ces deux époques semblables. En notre temps, nous avons dû faire face à une mission principale consistant à mettre fin à la division du monde, à réduire la course aux armements nucléaires et à désamorcer les conflits. Nous parviendrons également à surmonter les nouveaux défis mondiaux, mais uniquement si chacun comprend la nécessité d'un véritable changement cardinal - d'une perestroïka.

Mikhail Gorbachev

Texte en entier : http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2754

« Un appel pour “bien vivre” plutôt que vivre mieux », par Christophe Aguiton

[Texte daté du 3 février 2009, juste après la tenue du Forum Social Mondial de Belem (brésil)]

La crise, ou plus exactement les crises, ont été au cœur des discussions du Forum social mondial de Belem. Des dizaines de conférences et séminaires ont traité des différents aspects de la crise économique et financière, de la crise climatique ou de la crise alimentaire, et de nombreux appels et déclarations ont été adoptés. Parmi ceux-ci un "Appel des Peuples Indigènes au FSM de Belem face à la crise de civilisation" mérite d'être présenté et explicité.

Cet appel est signé par des dizaines et des dizaines d'organisations indigènes, essentiellement américaines, sur la proposition des organisations andines. Cet appel veut rompre avec les réponses qui veulent valoriser et renforcer le rôle de l'Etat et s'appuient sur les plans de relance économique. Son ambition est de lutter contre la marchandisation de la vie en défense de la "mère terre" et de se battre pour les droits collectifs, le "vivre bien" et la décolonisation comme réponses à la crise de civilisation.

L'appel définit la crise de civilisation comme la conjonction des crises économique, environnementale et de légitimité démocratique. ¡ No queremos Vivir Mejor, queremos Vivir Bien ! Les réponses apportées sont le concept de "bien vivre" qui s'oppose à un "vivre mieux" qui ne serait corrélé qu'à l'augmentation de la richesse matérielle et à la consommation de biens, la défense des biens collectifs, un processus démocratique qui met les responsables sous le contrôle direct de ceux qui les ont désignés et déconstruit la conception de l'Etat issu du pouvoir colonial pour le

remplacer par un Etat décentralisé et multinational où chaque communauté établira des relations de même niveau avec les autres.

Les peuples indigènes des Andes jouent un rôle central dans cet appel ce qui peut s'expliquer par un contexte particulier. A la différence des peuples amazoniens ou même centroaméricains, les peuples andins n'ont que deux langues communes, le quechua et l'aymara, ce qui facilite les échanges dans un ensemble de six pays de la Cordillère. Dans les trois pays centraux —Equateur, Pérou et Bolivie—, la population indigène est majoritaire alors que le pouvoir a toujours été, jusqu'à très récemment, dominé par les élites blanches au point que les blancs sont souvent désignés comme des "pizarros", des descendant de Francisco Pizarro, le conquistador espagnol qui, suivant les traces de Cortes, a vaincu l'empire inca et assuré la domination espagnole dans la région.

Cela a créé une situation où la lutte démocratique pour permettre l'accession au pouvoir de la majorité indigène s'est confondue avec la défense des droits spécifiques de ces communautés et la recherche d'une nouvelle forme de relation entre les différentes parties constituantes de chacun des Etats de la région. Une situation très différente de celle du Mexique où les processus révolutionnaires de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle et l'arrivée au pouvoir de dirigeants indigènes ou métis ont fait émerger un sentiment national qui ne se confond pas avec les revendications des communautés indigènes.

Si l'identité indigène tire ses sources de l'Amérique précolombienne, elle se nourrit aussi d'apports militants et intellectuels et d'expériences bien plus récentes. En Bolivie, le syndicat des mineurs, colonne vertébrale de la COB, la centrale ouvrière du pays, a joué un rôle décisif dans la révolution de 1953 et dans la résistance aux dictatures militaires des années 60 et 70, et beaucoup de syndicalistes, issus du secteur minier mais contraints à retourner à la terre lorsque les mines ont fermé ou licencié, sont devenus les cadres du mouvement paysan qui a porté Evo Morales au pouvoir. Au Pérou, le bilan de la guerre menée par Sentier Lumineux a été intégré par les mouvements indigènes en renforçant leur méfiance vis-à-vis d'un pouvoir étatique qui a mené une guerre contre-insurrectionnelle en multipliant les assassinats et en réprimant les luttes populaires mais aussi vis-à-vis d'une tradition politique violente et sectaire. Sur le plan intellectuel, les mouvements indigènes se sont inspirés des idées du sociologue portugais Boaventuro do Santos et surtout des travaux d'Anibal Quijano, un sociologue péruvien qui a expliqué le caractère inséparable du colonialisme et du racisme dans le "patrón de poder", cadre ou structure de pouvoir qui s'est imposé en Amérique Latine dès le XVIème siècle et qui a donné une coloration particulière à l'universalisme européen.

L'intérêt de cet appel est de dessiner une alternative très différente des réponses néo-keynésiennes et néo-fordistes qui dominent dans les mouvements sociaux et partis de gauche. L'appel évite également l'écueil de la "décroissance" en déplaçant le terrain de la discussion : il ne s'agit pas de réduire notre consommation en général et de manière abstraite, ce qui est bien évidemment inacceptable pour les centaines de millions et les

milliards d'habitants de cette planète qui souffrent de la faim, du mal-logement, de l'absence de service public et d'offre de soins accessibles, mais de lutter contre le consumérisme en partant de la qualité de la vie et non du volume de consommation.

Partir du concept de "bien vivre" permet également de redonner une perspective de changement d'ensemble à tous ceux qui, ne croyant plus aux modèles de transformations sociales portées par la gauche dans les décennies précédentes, se sont tournés vers les philosophies de la "bonne vie" ou même vers les démarches de développement personnel. Le changement de paradigme que porte cet appel nécessitera des débats et demandera des précisions et des améliorations. Des militants africains présents au FSM ont déjà indiqué leur difficulté à accepter la vision d'États multinationaux basés sur des identités qu'ils estiment trop liées aux groupes tribaux. L'articulation entre la défense des communautés et de leurs traditions démocratiques et la décentralisation d'instance de gouvernements basés sur des territoires géographiques devra à l'évidence être précisée, mais l'intérêt de cet appel est donner une perspective universelle basée sur la défense des biens communs, biens qui incluent les ressources naturelles, des biens matériels mais aussi des connaissances et des traditions basées sur l'entraide et la solidarité.

L'appel propose enfin un agenda d'action. Le premier rendez-vous est interne aux mouvements indigènes mais il sera décisif. Du 27 au 31 mai 2009, à Puno, au Pérou, près de 5000 militants sont attendus pour le IVème sommet continental des peuples et nationalités indigènes sous le titre "pour des États plurinationaux et le vivre bien" et cette réunion décidera des formes à donner à la mobilisation. Le 12 octobre, jour anniversaire de l'arrivée des Espagnols en Amérique, l'appel propose une journée mondiale d'action et, enfin, début 2010, l'organisation d'un forum mondial thématique sur la "crise de civilisation".

Christophe Aguiton

<http://belem.blogs.liberation.fr/forumsocial/2009/02/no-queremos-viv.html>

« Idée de l'époque », par Giorgio Agamben

L'aspect le plus pharisien du mensonge implicitement contenu dans le concept de décadence est le pédantisme avec lequel, dans le moment même où l'on déplore la médiocrité, où l'on se lamente sur le déclin, où l'on enregistre les présages de la fin, on fait à chaque génération la liste des nouveaux talents, on dresse le catalogue des formes nouvelles, des tendances épocales dans les arts et la pensée. Dans ce recensement mesquin, et souvent de mauvaise foi, on perd le seul, l'incomparable titre de noblesse que pourrait légitimement revendiquer notre temps par rapport au passé : *le fait de ne*

plus vouloir être une époque historique. Si un trait de notre sensibilité mérite en fait de survivre, c'est bien le sentiment d'impatience, et presque de nausée, que nous éprouvons devant la perspective que tout pourrait recommencer depuis le début, quand bien même ce serait sur un mode meilleur : devant de nouvelles œuvres d'art, les signes nouveaux des mœurs et de la mode, quand la tradition resserre les fils momentanément relâchés de sa très ancienne tapisserie, il y a quelque chose en nous qui, même dans l'admiration, ne peut retenir un frémissement d'horreur.

C'est précisément ce qui est perdu dans la volonté aveugle de notre temps d'être à tout prix une époque, y compris l'époque d'une impossibilité d'en être une : bref, l'âge du nihilisme. Des concepts comme ceux de post-modernisme, de nouvelle renaissance, d'humanité au-delà de la métaphysique, révèlent la graine de progressisme cachée dans toute pensée de la décadence, et dans le nihilisme lui-même : l'essentiel est à chaque fois de ne pas manquer la nouvelle époque déjà commencée, ou sur le point de commencer, ou qui du moins pourrait commencer et dont les signes autour de nous sont à déchiffrer. Il n'y a rien de plus triste que le tour de passe-passe grâce auquel, dans la malaise général, les plus malins dépouillent leurs semblables de leurs propres souffrances, désignant celles-ci comme les hiéroglyphes provisoirement illisibles pour eux, du nouveau bonheur de l'époque. D'autre part, ceux qui se contentent de brandir comme un épouvantail le fantasme de la fin de l'humanité, ne parviennent pas à cacher leur nostalgie pour tout ce qui, malgré tout, aurait si bien pu continuer.

Comme si au-delà de cette alternative il n'y avait la seule possibilité vraiment humaine et spirituelle : celle de survivre à l'extinction, de sauter par-dessus la fin du temps et des époques historiques, non pas vers le futur ou vers le passé, mais vers le cœur même du temps et de l'histoire. L'histoire telle que nous la connaissons n'a pas été autre chose, jusqu'à maintenant, que sa perpétuelle remise à jour, et c'est quand sa pulsation s'arrête qu'on a une chance de saisir l'occasion contenue en elle, avant qu'elle soit encore une fois trahie dans un destin épocal. Dans notre effort obstiné pour nous donner du temps, nous perdons le sens de ce don, de même qu'en prenant sans cesse la parole nous perdons la raison même du langage.

C'est pourquoi nous ne voulons pas de nouvelles œuvres de l'art ou de la pensée, nous ne désirons pas une autre époque culturelle et sociale : ce que nous voulons, c'est sauver l'époque et la société de leur errance dans la tradition, saisir le *bien* contenu en elles – un bien qui n'est pas d'époque, et qu'on ne peut pas non plus ajourner. L'accomplissement de cette tâche serait la seule éthique, la seule politique à la hauteur du moment.

Giorgio Agamben, *Idée de la prose*

« De la violence en politique », par Alain Brossat

[Texte de présentation du numéro 29 (mai 2009) de la revue "Lignes"]

Nous n'en finissons pas de subir des injonctions d'avoir à nous prononcer contre toute forme de politique violente, et, plus généralement, contre la violence sous toutes ses espèces. L'aversion du public contemporain à la violence vive est constamment soutenue par la promotion de normes immunitaires dont l'effet est de jeter le discrédit aussi bien sur toutes sortes de conduites coutumières dans nos sociétés (la bagarre du samedi soir, la fessée administrée à l'enfant turbulent, la main baladeuse dans le métro) que sur l'engagement physique dans les pratiques politiques (la manifestation virant à l'émeute, le pugilat au Parlement, la grève insurrectionnelle...). En même temps, ce mouvement général de pacification des mœurs nourrit le sentiment de l'insécurité, au point que, si nos sociétés n'ont jamais été aussi « sûres », elles n'en apparaissent pas moins aux yeux d'une partie au moins de la population comme de plus en plus dangereuses.

Au reste, la pacification, la délégitimation de la violence ont une lourde contrepartie : la concentration toujours plus dense des moyens de violence dans la sphère de l'Etat et de ce qui s'y agence : plus nos sociétés sont « sûres » et plus elles sont policières et c'est au détriment des libertés publiques que prospère la criminalisation de toute espèce de violence – la récente affaire de Tarnac en est une illustration entre mille. Au demeurant : « toute espèce de violence » est une expression bien expéditive. Ce dont il est en réalité question est une opération discursive de grand style autour de l'enjeu « violence ». Le mouvement de pacification de la vie sociale et du domaine politique a pour enjeu un formatage rigoureux des perceptions collectives de « la violence » et une réforme radicale du code destiné à séparer le violent du non-violent. En bref, il s'agit d'inculquer à la population la vision sécuritaire/policière de ces enjeux. A ces conditions, sera donc désignée comme violente l'émeute qui a embrasée une cité de banlieue suite à une « bavure » policière – pas cette action policière elle-même ; sera stigmatisée comme violente une occupation d'usine accompagnée de quelques saccages – pas le licenciement collectif qui l'a précédée ; sera désigné comme violent une attaque de banque – pas les escroqueries en grand commises par des prédateurs de haut vol comme Kerviel ou Madoff ; sera décrié comme violent un attentat suicide commis par un kamikaze islamique, pas les « opérations » aériennes de l'armée israélienne sur la bande de Gaza...

Dans ces conditions, « la violence » tend à devenir d'une manière exclusive le fait de l'autre – du pauvre, de l'immigré, de la plèbe mondiale, de l'islamiste, de l'Etat-voyou... Elle tend toujours davantage à faire l'objet de rites de détestation et d'exorcismes, à devenir une question morale plutôt que politique ou sociale. Son évocation péjorative devient un moyen de gouvernement des populations à la peur et à la sécurité, davantage qu'à la paix. Le monde des « pacificateurs » qui nous gouvernent est, comme chacun peut s'en assurer, tout sauf un monde en paix.

Surtout, la nouvelle police des discours qui « règle » la question de la violence constitue un formidable empêchement à penser et agencer une politique vive, déliée des dispositifs généraux de la démocratie-marché (Gilles Châtelet). Ce n'est pas seulement que les espaces publics se trouvent de plus en plus occupés par toutes sortes de dispositifs policiers, c'est aussi que l'appareil général de criminalisation de « la violence » tend à désarmer dès l'origine, à la racine, toute entreprise politique qui ne s'effectuerait pas aux conditions mêmes de la domination ou, si l'on veut, de la société de contrôle. Il s'avère à l'usage que le mouvement de « déviolentisation » de la politique qui s'est accéléré sans relâche depuis le début des années 1980, aboutit, en réalité, à annihiler toute énergie politique se déployant hors des espaces du programmable et du gouvernable.

Notre impuissance politique actuelle face à l'Etat-Sarkozy qui, pourtant, fait eau de toutes parts et n'est, substantiellement, qu'une bouffonnerie, tient, pour une bonne part, à cette extermination de tout possible politique radical par l'avènement de ce dispositif général anti-violence. D'où la question autour de laquelle pourrait s'agence ce numéro de Lignes : comment repenser à de nouveaux frais, aujourd'hui, la question de la violence, dans ses rapports à la politique et, plus généralement, à la vie sociale ? Dans quels termes reprendre ce débat (si riche, naguère encore, dans le mouvement ouvrier et au-delà), une fois levée l'hypothèque de la clause moralisatrice tendant à s'imposer à tous – celle par laquelle quiconque s'engage dans une action publique se voue à le faire par des moyens forcément non-violents ?

Alain Brossat

<http://www.larevuedesressources.org/spip.php?article1217>

« La prolongation de ma détention est une petite vengeance », par Julien Coupat

[Interview parue dans Le monde du 26 mai 2009]

Comment vivez-vous votre détention ?

Très bien merci. Tractions, course à pied, lecture.

Pouvez-vous nous rappeler les circonstances de votre arrestation ?

Une bande de jeunes cagoulés et armés jusqu'aux dents s'est introduite chez nous par effraction. Ils nous ont menacés, menottés, et emmenés non sans avoir préalablement tout fracassé. Ils nous ont enlevés à bord de puissants bolides roulant à plus de 170 km/h en moyenne sur les autoroutes. Dans leurs conversations, revenait souvent un certain M. Marion [ancien patron de la police antiterroriste] dont les exploits virils les amusaient beaucoup comme celui consistant à gifler dans la bonne humeur un de ses

collègues au beau milieu d'un pot de départ. Ils nous ont séquestrés pendant quatre jours dans une de leurs "prisons du peuple" en nous assommant de questions où l'absurde le disputait à l'obscène.

Celui qui semblait être le cerveau de l'opération s'excusait vaguement de tout ce cirque expliquant que c'était de la faute des "services", là-haut, où s'agitaient toutes sortes de gens qui nous en voulaient beaucoup. A ce jour, mes ravisseurs courent toujours. Certains faits divers récents attesteraient même qu'ils continuent de sévir en toute impunité.

Les sabotages sur les caténaires SNCF en France ont été revendiqués en Allemagne. Qu'en dites-vous?

Au moment de notre arrestation, la police française est déjà en possession du communiqué qui revendique, outre les sabotages qu'elle voudrait nous attribuer, d'autres attaques survenues simultanément en Allemagne. Ce tract présente de nombreux inconvénients : il est posté depuis Hanovre, rédigé en allemand et envoyé à des journaux d'outre-Rhin exclusivement, mais surtout il ne cadre pas avec la fable médiatique sur notre compte, celle du petit noyau de fanatiques portant l'attaque au cœur de l'Etat en accrochant trois bouts de fer sur des caténaires. On aura, dès lors, bien soin de ne pas trop mentionner ce communiqué, ni dans la procédure, ni dans le mensonge public.

Il est vrai que le sabotage des lignes de train y perd beaucoup de son aura de mystère : il s'agissait simplement de protester contre le transport vers l'Allemagne par voie ferroviaire de déchets nucléaires ultraradioactifs et de dénoncer au passage la grande arnaque de "la crise". Le communiqué se conclut par un très SNCF "nous remercions les voyageurs des trains concernés de leur compréhension". Quel tact, tout de même, chez ces "terroristes"!

Vous reconnaissez-vous dans les qualifications de "mouvance anarcho-autonome" et d'"ultragauche"?

Laissez-moi reprendre d'un peu haut. Nous vivons actuellement, en France, la fin d'une période de gel historique dont l'acte fondateur fut l'accord passé entre gaullistes et staliniens en 1945 pour désarmer le peuple sous prétexte d'"éviter une guerre civile". Les termes de ce pacte pourraient se formuler ainsi pour faire vite : tandis que la droite renonçait à ses accents ouvertement fascistes, la gauche abandonnait entre soi toute perspective sérieuse de révolution. L'avantage dont joue et jouit, depuis quatre ans, la clique sarkozyste, est d'avoir pris l'initiative, unilatéralement, de rompre ce pacte en renouant "sans complexe" avec les classiques de la réaction pure – sur les fous, la religion, l'Occident, l'Afrique, le travail, l'histoire de France, ou l'identité nationale.

Face à ce pouvoir en guerre qui ose penser stratégiquement et partager le monde en amis, ennemis et quantités négligeables, la gauche reste tétanisée. Elle est trop lâche, trop compromise, et pour tout dire, trop discréditée pour opposer la moindre résistance à un pouvoir qu'elle n'ose pas, elle, traiter en ennemi et qui lui ravit un à un les plus malins d'entre ses éléments. Quant à l'extrême gauche à-la-Besancenot, quels

que soient ses scores électoraux, et même sortie de l'état groupusculaire où elle végète depuis toujours, elle n'a pas de perspective plus désirable à offrir que la grisaille soviétique à peine retouchée sur Photoshop. Son destin est de décevoir.

Dans la sphère de la représentation politique, le pouvoir en place n'a donc rien à craindre, de personne. Et ce ne sont certainement pas les bureaucraties syndicales, plus vendues que jamais, qui vont l'importuner, elles qui depuis deux ans dansent avec le gouvernement un ballet si obscène. Dans ces conditions, la seule force qui soit à même de faire pièce au gang sarkozyste, son seul ennemi réel dans ce pays, c'est la rue, la rue et ses vieux penchants révolutionnaires. Elle seule, en fait, dans les émeutes qui ont suivi le second tour du rituel plébiscitaire de mai 2007, a su se hisser un instant à la hauteur de la situation. Elle seule, aux Antilles ou dans les récentes occupations d'entreprises ou de facs, a su faire entendre une autre parole.

Cette analyse sommaire du théâtre des opérations a dû s'imposer assez tôt puisque les renseignements généraux faisaient paraître dès juin 2007, sous la plume de journalistes aux ordres (et notamment dans Le Monde) les premiers articles dévoilant le terrible péril que feraient peser sur toute vie sociale les "anarcho-autonomes". On leur prêtait, pour commencer, l'organisation des émeutes spontanées, qui ont, dans tant de villes, salué le "triomphe électoral" du nouveau président.

Avec cette fable des "anarcho-autonomes", on a dessiné le profil de la menace auquel la ministre de l'intérieur s'est docilement employée, d'arrestations ciblées en rafles médiatiques, à donner un peu de chair et quelques visages. Quand on ne parvient plus à contenir ce qui déborde, on peut encore lui assigner une case et l'y incarcérer. Or celle de "casseur" où se croisent désormais pêle-mêle les ouvriers de Clairoix, les gamins de cités, les étudiants bloqueurs et les manifestants des contre-sommets, certes toujours efficace dans la gestion courante de la pacification sociale, permet de criminaliser des actes, non des existences. Et il est bien dans l'intention du nouveau pouvoir de s'attaquer à l'ennemi, en tant que tel, sans attendre qu'il s'exprime. Telle est la vocation des nouvelles catégories de la répression.

Il importe peu, finalement, qu'il ne se trouve personne en France pour se reconnaître "anarcho-autonome" ni que l'ultra-gauche soit un courant politique qui eut son heure de gloire dans les années 1920 et qui n'a, par la suite, jamais produit autre chose que d'inoffensifs volumes de marxologie. Au reste, la récente fortune du terme "ultragauche" qui a permis à certains journalistes pressés de cataloguer sans coup férir les émeutiers grecs de décembre dernier doit beaucoup au fait que nul ne sache ce que fut l'ultragauche, ni même qu'elle ait jamais existé.

A ce point, et en prévision des débordements qui ne peuvent que se systématiser face aux provocations d'une oligarchie mondiale et française aux abois, l'utilité policière de ces catégories ne devrait bientôt plus souffrir de débats. On ne saurait prédire, cependant, lequel d'"anarcho-autonome" ou d'"ultragauche" emportera finalement les faveurs du Spectacle, afin de reléguer dans l'inexplicable une révolte que tout justifie.

La police vous considère comme le chef d'un groupe sur le point de basculer dans le terrorisme. Qu'en pensez-vous?

Une si pathétique allégation ne peut être le fait que d'un régime sur le point de basculer dans le néant.

Que signifie pour vous le mot terrorisme?

Rien ne permet d'expliquer que le département du renseignement et de la sécurité algérien suspecté d'avoir orchestré, au su de la DST, la vague d'attentats de 1995 ne soit pas classé parmi les organisations terroristes internationales. Rien ne permet d'expliquer non plus la soudaine transmutation du "terroriste" en héros à la Libération, en partenaire fréquentable pour les accords d'Evian, en policier irakien ou en "taliban modéré" de nos jours, au gré des derniers revirements de la doctrine stratégique américaine.

Rien, sinon la souveraineté. Est souverain, en ce monde, qui désigne le terroriste. Qui refuse d'avoir part à cette souveraineté se gardera bien de répondre à votre question. Qui en convoitera quelques miettes s'exécutera avec promptitude. Qui n'étouffe pas de mauvaise foi trouvera un peu instructif le cas de ces deux ex – "terroristes" devenus l'un premier ministre d'Israël, l'autre président de l'Autorité palestinienne, et ayant tous deux reçus, pour comble, le Prix Nobel de la paix.

Le flou qui entoure la qualification de "terrorisme", l'impossibilité manifeste de le définir ne tiennent pas à quelque provisoire lacune de la législation française : ils sont au principe de cette chose que l'on peut, elle, très bien définir : l'antiterrorisme dont ils forment plutôt la condition de fonctionnement. L'antiterrorisme est une technique de gouvernement qui plonge ses racines dans le vieil art de la contre-insurrection, de la guerre dite "psychologique", pour rester poli.

L'antiterrorisme, contrairement à ce que voudrait insinuer le terme, n'est pas un moyen de lutter contre le terrorisme, c'est la méthode par quoi l'on produit, positivement, l'ennemi politique en tant que terroriste. Il s'agit, par tout un luxe de provocations, d'infiltrations, de surveillance, d'intimidation et de propagande, par toute une science de la manipulation médiatique, de l'"action psychologique", de la fabrication de preuves et de crimes, par la fusion aussi du policier et du judiciaire, d'anéantir la "menace subversive" en associant, au sein de la population, l'ennemi intérieur, l'ennemi politique à l'affect de la terreur.

L'essentiel, dans la guerre moderne, est cette "bataille des coeurs et des esprits" où tous les coups sont permis. Le procédé élémentaire, ici, est invariable : individuer l'ennemi afin de le couper du peuple et de la raison commune, l'exposer sous les atours du monstre, le diffamer, l'humilier publiquement, inciter les plus vils à l'accabler de leurs crachats, les encourager à la haine. "La loi doit être utilisée comme simplement une autre arme dans l'arsenal du gouvernement et dans ce cas ne représente rien de plus qu'une couverture de propagande pour se débarrasser de membres indésirables du public. Pour la meilleure efficacité, il conviendra que les activités des services

judiciaires soient liées à l'effort de guerre de la façon la plus discrète possible", conseillait déjà, en 1971, le brigadier Frank Kitson [ancien général de l'armée britannique, théoricien de la guerre contre-insurrectionnelle], qui en savait quelque chose.

Une fois n'est pas coutume, dans notre cas, l'antiterrorisme a fait un four. On n'est pas prêt, en France, à se laisser terroriser par nous. La prolongation de ma détention pour une durée "raisonnable" est une petite vengeance bien compréhensible au vu des moyens mobilisés, et de la profondeur de l'échec; comme est compréhensible l'acharnement un peu mesquin des "services", depuis le 11 novembre, à nous prêter par voie de presse les méfaits les plus fantasques, ou à filocher le moindre de nos camarades. Combien cette logique de représailles a d'emprise sur l'institution policière, et sur le petit cœur des juges, voilà ce qu'auront eu le mérite de révéler, ces derniers temps, les arrestations cadencées des "proches de Julien Coupat".

Il faut dire que certains jouent, dans cette affaire, un pan entier de leur lamentable carrière, comme Alain Bauer [criminologue], d'autres le lancement de leurs nouveaux services, comme le pauvre M. Squarcini [directeur central du renseignement intérieur], d'autres encore la crédibilité qu'ils n'ont jamais eue et qu'ils n'auront jamais, comme Michèle Alliot-Marie.

Vous êtes issu d'un milieu très aisé qui aurait pu vous orienter dans une autre direction...

"Il y a de la plèbe dans toutes les classes" (Hegel).

Pourquoi Tarnac?

Allez-y, vous comprendrez. Si vous ne comprenez pas, nul ne pourra vous l'expliquer, je le crains.

Vous définissez-vous comme un intellectuel? Un philosophe ?

La philosophie naît comme deuil bavard de la sagesse originaire. Platon entend déjà la parole d'Héraclite comme échappée d'un monde révolu. A l'heure de l'intellectualité diffuse, on ne voit pas ce qui pourrait spécifier "l'intellectuel", sinon l'étendue du fossé qui sépare, chez lui, la faculté de penser de l'aptitude à vivre. Tristes titres, en vérité, que cela. Mais, pour qui, au juste, faudrait-il se définir?

Etes-vous l'auteur du livre L'insurrection qui vient ?

C'est l'aspect le plus formidable de cette procédure : un livre versé intégralement au dossier d'instruction, des interrogatoires où l'on essaie de vous faire dire que vous vivez comme il est écrit dans L'insurrection qui vient, que vous manifestez comme le préconise L'insurrection qui vient, que vous sabotez des lignes de train pour commémorer le coup d'Etat bolchevique d'octobre 1917, puisqu'il est mentionné dans L'insurrection qui vient, un éditeur convoqué par les services antiterroristes.

De mémoire française, il ne s'était pas vu depuis bien longtemps que le pouvoir prenne

peur à cause d'un livre. On avait plutôt coutume de considérer que, tant que les gauchistes étaient occupés à écrire, au moins ils ne faisaient pas la révolution. Les temps changent, assurément. Le sérieux historique revient.

Ce qui fonde l'accusation de terrorisme, nous concernant, c'est le soupçon de la coïncidence d'une pensée et d'une vie; ce qui fait l'association de malfaiteurs, c'est le soupçon que cette coïncidence ne serait pas laissée à l'héroïsme individuel, mais serait l'objet d'une attention commune. Négativement, cela signifie que l'on ne suspecte aucun de ceux qui signent de leur nom tant de farouches critiques du système en place de mettre en pratique la moindre de leurs fermes résolutions; l'injure est de taille. Malheureusement, je ne suis pas l'auteur de *L'insurrection* qui vient – et toute cette affaire devrait plutôt achever de nous convaincre du caractère essentiellement policier de la fonction auteur.

J'en suis, en revanche, un lecteur. Le relisant, pas plus tard que la semaine dernière, j'ai mieux compris la hargne hystérique que l'on met, en haut lieu, à en pourchasser les auteurs présumés. Le scandale de ce livre, c'est que tout ce qui y figure est rigoureusement, catastrophiquement vrai, et ne cesse de s'avérer chaque jour un peu plus. Car ce qui s'avère, sous les dehors d'une "crise économique", d'un "effondrement de la confiance", d'un "rejet massif des classes dirigeantes", c'est bien la fin d'une civilisation, l'implosion d'un paradigme : celui du gouvernement, qui réglait tout en Occident – le rapport des êtres à eux-mêmes non moins que l'ordre politique, la religion ou l'organisation des entreprises. Il y a, à tous les échelons du présent, une gigantesque perte de maîtrise à quoi aucun maraboutage policier n'offrira de remède.

Ce n'est pas en nous transperçant de peines de prison, de surveillance tatillonne, de contrôles judiciaires, et d'interdictions de communiquer au motif que nous serions les auteurs de ce constat lucide, que l'on fera s'évanouir ce qui est constaté. Le propre des vérités est d'échapper, à peine énoncées, à ceux qui les formulent. Gouvernants, il ne vous aura servi de rien de nous assigner en justice, tout au contraire.

Vous lisez "Surveiller et punir" de Michel Foucault. Cette analyse vous paraît-elle encore pertinente?

La prison est bien le sale petit secret de la société française, la clé, et non la marge des rapports sociaux les plus présentables. Ce qui se concentre ici en un tout compact, ce n'est pas un tas de barbares ensauvagés comme on se plaît à le faire croire, mais bien l'ensemble des disciplines qui trament, au-dehors, l'existence dite "normale". Surveillants, cantine, parties de foot dans la cour, emploi du temps, divisions, camaraderie, baston, laideur des architectures : il faut avoir séjourné en prison pour prendre la pleine mesure de ce que l'école, l'innocente école de la République, contient, par exemple, de carcéral.

Envisagée sous cet angle imprenable, ce n'est pas la prison qui serait un repaire pour les ratés de la société, mais la société présente qui fait l'effet d'une prison ratée. La même organisation de la séparation, la même administration de la misère par le shit, la télé, le sport, et le porno règne partout ailleurs avec certes moins de méthode. Pour

finir, ces hauts murs ne dérobent aux regards que cette vérité d'une banalité explosive : ce sont des vies et des âmes en tout point semblables qui se traînent de part et d'autre des barbelés et à cause d'eux.

Si l'on traque avec tant d'avidité les témoignages "de l'intérieur" qui exposeraient enfin les secrets que la prison recèle, c'est pour mieux occulter le secret qu'elle est : celui de votre servitude, à vous qui êtes réputés libres tandis que sa menace pèse invisiblement sur chacun de vos gestes.

Toute l'indignation vertueuse qui entoure la noirceur des geôles françaises et leurs suicides à répétition, toute la grossière contre-propagande de l'administration pénitentiaire qui met en scène pour les caméras des matons dévoués au bien-être du détenu et des directeurs de tôle soucieux du "sens de la peine", bref : tout ce débat sur l'horreur de l'incarcération et la nécessaire humanisation de la détention est vieux comme la prison. Il fait même partie de son efficace, permettant de combiner la terreur qu'elle doit inspirer avec son hypocrite statut de châtiment "civilisé". Le petit système d'espionnage, d'humiliation et de ravage que l'Etat français dispose plus fanatiquement qu'aucun autre en Europe autour du détenu n'est même pas scandaleux. L'Etat le paie chaque jour au centuple dans ses banlieues, et ce n'est de toute évidence qu'un début : la vengeance est l'hygiène de la plèbe.

Mais la plus remarquable imposture du système judicairo-pénitentiaire consiste certainement à prétendre qu'il serait là pour punir les criminels quand il ne fait que gérer les illégalismes. N'importe quel patron – et pas seulement celui de Total –, n'importe quel président de conseil général – et pas seulement celui des Hauts-de-Seine–, n'importe quel flic sait ce qu'il faut d'illégalismes pour exercer correctement son métier. Le chaos des lois est tel, de nos jours, que l'on fait bien de ne pas trop chercher à les faire respecter et les stup, eux aussi, font bien de seulement réguler le trafic, et non de le réprimer, ce qui serait socialement et politiquement suicidaire.

Le partage ne passe donc pas, comme le voudrait la fiction judiciaire, entre le légal et l'illégal, entre les innocents et les criminels, mais entre les criminels que l'on juge opportun de poursuivre et ceux qu'on laisse en paix comme le requiert la police générale de la société. La race des innocents est éteinte depuis longtemps, et la peine n'est pas à ce à quoi vous condamne la justice : la peine, c'est la justice elle-même, il n'est donc pas question pour mes camarades et moi de "clamer notre innocence", ainsi que la presse s'est rituellement laissée aller à l'écrire, mais de mettre en déroute l'hasardeuse offensive politique que constitue toute cette infecte procédure. Voilà quelques-unes des conclusions auxquelles l'esprit est porté à relire Surveiller et punir depuis la Santé. On ne saurait trop suggérer, au vu de ce que les Foucaliens font, depuis vingt ans, des travaux de Foucault, de les expédier en pension, quelque temps, par ici.

Comment analysez-vous ce qui vous arrive?

Détrompez-vous : ce qui nous arrive, à mes camarades et à moi, vous arrive aussi bien. C'est d'ailleurs, ici, la première mystification du pouvoir : neuf personnes seraient

poursuivies dans le cadre d'une procédure judiciaire "d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste", et devraient se sentir particulièrement concernées par cette grave accusation. Mais il n'y a pas d'"affaire de Tarnac" pas plus que d'"affaire Coupat", ou d'"affaire Hazan" [éditeur de L'insurrection qui vient]. Ce qu'il y a, c'est une oligarchie vacillante sous tous rapports, et qui devient féroce comme tout pouvoir devient féroce lorsqu'il se sent réellement menacé. Le Prince n'a plus d'autre soutien que la peur qu'il inspire quand sa vue n'excite plus dans le peuple que la haine et le mépris.

Ce qu'il y a, c'est, devant nous, une bifurcation, à la fois historique et métaphysique: soit nous passons d'un paradigme de gouvernement à un paradigme de l'habiter au prix d'une révolte cruelle mais bouleversante, soit nous laissons s'instaurer, à l'échelle planétaire, ce désastre climatisé où coexistent, sous la férule d'une gestion "décomplexée", une élite impériale de citoyens et des masses plébéiennes tenues en marge de tout. Il y a donc, bel et bien, une guerre, une guerre entre les bénéficiaires de la catastrophe et ceux qui se font de la vie une idée moins squelettique. Il ne s'est jamais vu qu'une classe dominante se suicide de bon cœur.

La révolte a des conditions, elle n'a pas de cause. Combien faut-il de ministères de l'Identité nationale, de licenciements à la mode Continental, de rafles de sans-papiers ou d'opposants politiques, de gamins bousillés par la police dans les banlieues, ou de ministres menaçant de priver de diplôme ceux qui osent encore occuper leur fac, pour décider qu'un tel régime, même installé par un plébiscite aux apparences démocratiques, n'a aucun titre à exister et mérite seulement d'être mis à bas ? C'est une affaire de sensibilité.

La servitude est l'intolérable qui peut être infiniment tolérée. Parce que c'est une affaire de sensibilité et que cette sensibilité-là est immédiatement politique (non en ce qu'elle se demande "pour qui vais-je voter ?", mais "mon existence est-elle compatible avec cela ?"), c'est pour le pouvoir une question d'anesthésie à quoi il répond par l'administration de doses sans cesse plus massives de divertissement, de peur et de bêtise. Et là où l'anesthésie n'opère plus, cet ordre qui a réuni contre lui toutes les raisons de se révolter tente de nous en dissuader par une petite terreur ajustée.

Nous ne sommes, mes camarades et moi, qu'une variable de cet ajustement-là. On nous suspecte comme tant d'autres, comme tant de "jeunes", comme tant de "bandes", de nous désolidariser d'un monde qui s'effondre. Sur ce seul point, on ne ment pas. Heureusement, le ramassis d'escrocs, d'imposteurs, d'industriels, de financiers et de filles, toute cette cour de Mazarin sous neuroleptiques, de Louis Napoléon en version Disney, de Fouché du dimanche qui pour l'heure tient le pays, manque du plus élémentaire sens dialectique. Chaque pas qu'ils font vers le contrôle de tout les rapproche de leur perte. Chaque nouvelle "victoire" dont ils se flattent répand un peu plus vastement le désir de les voir à leur tour vaincus. Chaque manoeuvre par quoi ils se figurent conforter leur pouvoir achève de le rendre haïssable. En d'autres termes : la situation est excellente. Ce n'est pas le moment de perdre courage.

Julien Coupat